

DÉLIBÉRATION n°2021-62
Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes
Séance du 8 décembre 2021

Adoption du compte-rendu du Conseil d'Administration
du 29 septembre 2021

Le Conseil d'Administration,

Vu le Code de l'éducation,

Vu les statuts de l'IEP de Rennes, en particulier l'article 23-1 du règlement intérieur tel
qu'adopté par la délibération 2016-25 du 23 mai 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article unique

Le compte-rendu du Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes du 29 septembre 2021
est adopté.

Membres en exercice : 30 membres
Membres présents ou représentés : membres

Votes : Refus de participer au vote : 1
Abstention : 1
Contre :
Pour : 23

Délibération : adoptée. refusée.

8 décembre 2021

Le Président
du Conseil d'Administration



Yann LEJOLIVET

Document(s) en annexe au présent extrait :
Compte-rendu du conseil d'administration du 29 septembre 2021 (8 pages)

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le :

Conseil d'administration en formation plénière

Séance du 29 septembre 2021

Présents

- (1) M. Yann Lejolviet, Président du Conseil d'administration
- (2) M. David Alis
- (3) M. Alexandre Brailowski
- (4) M. Vincent Valentin (arrivé à 18h)
- (5) M. Romain Pasquier
- (6) M. Thibault Tellier
- (7) M. Alan Hervé
- (8) M. Bruno Tilly
- (9) M. Gil Desmoulin
- (10) Mme Marta Iglesias
- (11) M. Briac Favé
- (12) Mme Blanche Gaud (arrivée 17h45)
- (13) Mme Blandine Le Parc
- (14) Mme Camille Saudrais

Représentés

- (15) Mme Nathalie Colin
- (16) M. Jean-Luc Chenut

Membre ayant voix consultative

M. Pablo Diaz, Directeur de l'IEP

Invités

- (17) M. Guillaume Julien
- (18) Mme Cyrielle Leclerc
- (19) M. Cyril Rams
- (20) M. Didier Jarnigon
- (21) Mme Suligoj
- (22) Mme Céline Bonnetier
- (23) M. Sébastien Chable

M. Lejolviet, Président du Conseil d'administration, donne lecture des différentes procurations.

Mme Laurence Bertrand-Dorléac	Donne pouvoir à :	M. Yann Lejolviet
M. Vincent Denby-Wilkes	Donne pouvoir à :	M. Romain Pasquier
Mme Marie-Laure Collet	Donne pouvoir à :	M. Romain Pasquier
M. Olivier David	Donne pouvoir à :	M. Thibault Tellier
M. Vincent Valentin	Donne pouvoir à :	M. Gil Desmoulin
Mme Claire Toupin-Gayot	Donne pouvoir à :	Mme Marta Iglesias
M. Dimitri Guezal	Donne pouvoir à :	Mme Camille Saudrais
Mme Caroline Biard	Donne pouvoir à :	M. Alan Hervé

- Adoption du procès-verbal du conseil d'administration du 16 juin 2021

Le procès-verbal du conseil d'administration du 16 juin 2021 est approuvé à l'unanimité.

1. Finances

- Budget rectificatif n°1

Mme Bonnetier détaille les éléments du budget rectificatif 2021. Il est à noter que les dépenses et les recettes sont en progression, notamment les dépenses d'investissement qui résultent d'un plan particulièrement ambitieux. Cette évolution positive permet au fonds de roulement de se maintenir à un niveau supérieur à 2 millions d'euros.

M. Jarnigon note que la masse salariale est en nette progression par rapport au constaté 2020. L'exécution de la masse salariale étant incertaine, il serait intéressant de comparer cette évolution avec le constaté 2021. Le solde budgétaire est également en nette progression, qu'il faut tout de même analyser avec précaution compte tenu des effets report d'une année sur l'autre. Les agrégats les plus importants révèlent une très bonne santé de l'établissement. Enfin, le niveau de reste à payer est assez élevé. Il serait intéressant de présenter un tableau des opérations pluriannuelles pour le budget initial 2022.

Mme Saudrais souhaite connaître le montant des dépenses pour le plan de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

M. Diaz répond que le montant est estimé à environ 15 000 euros.

Le quorum n'étant pas atteint, il est convenu de voter le budget rectificatif n°1 par voie électronique ultérieurement.

- Demande de subvention des associations

M. Tellier indique que les associations ont été rencontrées il y a une semaine pour définir la ventilation des sommes réservées au financement de leurs activités. Lors d'un conseil d'administration précédent, avait été évoqué le besoin de davantage rationaliser la gestion des associations. Cette réflexion a donné lieu à un programme de travail pour le suivi des associations ainsi qu'à un calendrier pour améliorer la visibilité sur les demandes adressées. L'ensemble des sommes disponibles ont été ventilées et les associations sont désormais à même d'engager leur programme d'activité. Le vote du conseil d'administration porte donc sur les sommes affectées.

M. Desmoulin souligne qu'il reste tout de même un reliquat de 1000 euros qui pourra être réparti dans un second temps en fonction de l'avancée des projets.

M. Favé estime que le budget alloué aux associations de l'IEP est assez faible par rapport à la taille de l'établissement et à la vie associative, d'autant que l'INSA, dont la taille est comparable à l'IEP, bénéficie d'un budget largement supérieur.

M. Diaz rappelle que le budget alloué aux associations a été doublé au cours des huit dernières années et que les associations de master, les associations des anciens et les associations de double cursus ont été retirées de l'enveloppe pour se concentrer sur la vie étudiante. M. Diaz précise que le montant voté ce jour en conseil d'administration provient de la CVEC. Or, depuis deux ans, la répartition de ce montant doit être discutée au sein de la commission de la vie étudiante. Chaque année, la vie étudiante représente environ 160 000 euros, dont 65 000 euros provenant de la CVEC. M. Diaz se dit ouvert à la discussion sur ce sujet, mais il souligne néanmoins que l'enveloppe est contrainte.

M. Tellier rappelle le principe de gestion de l'argent public selon lequel toute dépense nécessite une recette. Par conséquent, l'allocation de montants pour les associations impliquerait que des sommes soient débouquées par ailleurs. Il confirme, comme vient de le rappeler M. Diaz, que les marges de manœuvre sont très contraintes et qu'il ne faut pas attendre une augmentation des sommes fléchées dans le domaine des associations.

La délibération n°2021-26 est soumise au vote.

La délibération n°2021-26 est adoptée à l'unanimité des votants.

- Tarifs de l'école d'été 2021

M. Pasquier indique que l'École d'été a eu lieu à l'IEP de Rennes et portait sur la thématique de la résilience territoriale. Une soixantaine de personnes y ont participé, comprenant des étudiants pour la moitié, des fonctionnaires territoriaux, des élus locaux, etc. Les trois conférences plénières ont été enregistrées et seront bientôt disponibles sur le site du laboratoire à Rennes. Elles se sont très bien déroulées et ont donné lieu à de nombreux débats. Le conseil d'administration doit se prononcer sur les tarifs de l'école d'été.

La délibération n°2021-27 est soumise au vote.

La délibération n°2021-27 est adoptée à l'unanimité des votants.

2. Pédagogie

- Procédure de reconnaissance de l'engagement étudiant

La délibération n°2021-28 est soumise au vote.

La délibération n°2021-28 est adoptée à l'unanimité des votants.

- Règlement général des examens

M. Diaz explique que le règlement général des examens fait désormais référence aux circulaires relatives à la situation sanitaire qui ont été transmises par la tutelle.

La délibération n°2021-29 est soumise au vote.

La délibération n°2021-29 est adoptée à l'unanimité des votants.

- Règlement général des examens de la filière INSA-SCPO

Mme Iglesias indique que le règlement général des examens de la filière INSA-SCPO ne connaît pas de modification, en dehors de l'intégration de la promotion de quatrième année.

La délibération n°2021-30 est soumise au vote.

La délibération n°2021-30 est adoptée à l'unanimité des votants.

- Modalités de contrôle des connaissances 1A et 2A

Mme Saudrais demande si les contrôles écrits se déroulent dans les conditions habituelles sur table ou si des dossiers sont prévus pour certaines matières.

Mme Iglesias confirme que les contrôles se déroulent dans les conditions habituelles.

Mme Saudrais rappelle que de nombreuses universités organisent leurs contrôles par dossiers en troisième année. Elle suggère d'organiser les contrôles de certaines matières par dossiers pour préparer les étudiants à ce genre d'épreuve.

M. Diaz explique que l'équipe pédagogique tient à maintenir les contrôles sur table au cours de deux premières années pour s'assurer que les étudiants acquièrent les fondamentaux.

La délibération n°2021-31 est soumise au vote.

La délibération n°2021-31 est adoptée à l'unanimité des votants.

- Modalités contrôle des connaissances 1A, 2A, 3A et 4A de la filière INSA-SCPO

Mme Iglesias indique que les modalités de contrôle des connaissances 1A, 2A, 3A et 4A de la filière INSA-SCPO ne connaissent pas de modification, en dehors de l'intégration de la promotion de quatrième année.

La délibération n°2021-32 est soumise au vote.

La délibération n°2021-32 est adoptée à la majorité des votants.

- Préparation de l'année à l'étranger

Mme Iglesias indique que la préparation de l'année à l'étranger ne connaît pas de modification.

M. Diaz souligne néanmoins que le contexte sanitaire a complexifié les estimations dans le cadre de la préparation de la troisième année à l'étranger.

La délibération n°2021-33 est soumise au vote.

La délibération n°2021-33 est adoptée à l'unanimité des votants.

- Règlement 3A

Mme Iglesias indique que le règlement 3A ne connaît pas de modification.

La délibération n°2021-34 est soumise au vote.

La délibération n°2021-34 est adoptée à l'unanimité des votants.

- Règlement Bachelor Monde chinois

Mme Iglesias indique que le règlement Bachelor Monde chinois est modifié dans son article 3. Si des étudiants ne sont pas en mesure de se rendre dans un pays sinophone, ils peuvent désormais obtenir leur Bachelor en validant des crédits dans plusieurs enseignements de troisième année.

La délibération n°2021-35 est soumise au vote.

La délibération n°2021-35 est adoptée à l'unanimité des votants.

- Règlement Bachelor

Mme Iglesias indique que le règlement Bachelor ne connaît pas de modification.

La délibération n°2021-36 est soumise au vote.

La délibération n°2021-36 est adoptée à l'unanimité des votants.

- Modalités de contrôle des connaissances 4A (+annexe Grand oral)

M. Desmoulin indique que le contrôle des connaissances de quatrième année ne connaît pas de modification.

Mme Saudrais demande si l'organisation sera différente de l'année précédente où toutes les conférences prévues n'ont pas pu se tenir et où certaines étaient limitées en termes de places. Elle demande également si les conférences seront organisées par campus ou tous campus confondus. Enfin, elle souligne que les jurys du grand oral de Caen n'étaient pas du tout spécialistes des thèmes abordés.

M. Desmoulin rappelle que les conditions d'organisation ont été particulièrement perturbées. Le grand oral en quatrième année reste généraliste, la spécialisation par école étant réservée à la cinquième année. Les jurys ne sont pas forcément spécialistes, de même que les étudiants qui sont amenés à répondre à des questions d'ordre général. Même si le fond des réponses est important, les jurys sont également sensibles à la manière dont la réflexion est menée par les étudiants. Enfin, l'organisation par campus a été choisie pour des raisons pratiques. Cette année, le grand oral par campus sera donc maintenu.

La délibération n°2021-37 est soumise au vote.

La délibération n°2021-37 est adoptée à la majorité des votants.

- Charte module projet 4A

M. Desmoulin indique que la charte projet 4A ne connaît pas de modification notable. Le document précise néanmoins que la restitution se fait à la fois de manière individuelle et collective, et qu'il est désormais possible pour les responsables de modules projets d'obtenir un fonds d'amorçage auprès d'établissements pour des actions pédagogiques.

La délibération n°2021-38 est soumise au vote.

La délibération n°2021-38 est adoptée à l'unanimité des votants.

- Règlement mobilité 5A

M. Desmoulin explique que le règlement mobilité 5A maintient la possibilité pour les étudiants de cinquième année de suivre leur formation dans un autre master, à condition que leur choix soit validé par une commission.

La délibération n°2021-39 est soumise au vote.

La délibération n°2021-39 est adoptée à l'unanimité des votants.

- Règlement général grade master M1 et M2

M. Desmoulin indique que le règlement général grade master M1 et M2 ne connaît pas de modification notable.

M. Diaz souligne que la particularité de l'IEP de Rennes est de proposer à la fois des grades master et des diplômes d'établissement, tout en collaborant avec des partenaires pour donner accès à des diplômes nationaux de master. Il s'agit d'une politique volontariste de l'IEP visant à diversifier les publics et à permettre une évaluation tous les cinq ans du niveau des diplômes.

La délibération n°2021-40 est soumise au vote.

La délibération n°2021-40 est adoptée à l'unanimité des votants.

- Règlement général DNM M1 et M2

M. Desmoulin indique que le règlement général DNM M1 et M2 ne connaît pas de modification notable.

La délibération n°2021-41 est soumise au vote.

La délibération n°2021-41 est adoptée à l'unanimité des votants.

Modalités de contrôle des connaissances École Politiques publiques (M2)

M. Diaz indique que le règlement ne connaît pas de modification. Il souligne néanmoins qu'une nouvelle accréditation avec plusieurs autres écoles et qu'un nouveau parcours en partenariat avec l'IPAG devrait être mis en place en 2022.

Il est convenu de voter simultanément l'ensemble des délibérations relatives aux modalités de contrôles des connaissances École Politiques publiques (M2).

Les délibérations n°2021-42, 2021-43, 2021-44, 2021-45, 2021-46, 2021-47 et 2021-62 sont soumises au vote.

Les délibérations n°2021-42, 2021-43, 2021-44, 2021-45, 2021-46, 2021-47 et 2021-62 sont adoptées à l'unanimité des votants.

Modalités de contrôle des connaissances École Affaires internationales (M2)

M. Desmoulin signale qu'un nouveau parcours de M2 Générations Futures et Transitions Juridiques a été ouvert à Caen cette année.

Il est convenu de voter simultanément l'ensemble des délibérations relatives aux modalités de contrôles des connaissances École Affaires internationales (M2).

Les délibérations n°2021-48, 2021-49, 2021-50 et 2021-51 sont soumises au vote.

Les délibérations n°2021-48, 2021-49, 2021-50 et 2021-51 sont adoptées à l'unanimité des votants.

Modalités de contrôle des connaissances École Management des organisations (M2)

M. Diaz indique que les trois grades master ne connaissent pas de modification.

Il est convenu de voter simultanément l'ensemble des délibérations relatives aux modalités de contrôles des connaissances École Management des organisations (M2).

Les délibérations n°2021-52, 2021-53 et 2021-54 sont soumises au vote.

Les délibérations n°2021-52, 2021-53 et 2021-54 sont adoptées à l'unanimité des votants.

Modalités de contrôle des connaissances École de journalisme (M2)

- Règlement et MCC Journalisme, reportage et enquête (JRE)

M. Diaz indique que les modalités de contrôle des connaissances ne connaissent pas de modification.

La délibération n°2021-55 est soumise au vote.

La délibération n°2021-55 est adoptée à l'unanimité des votants.

Autres modalités de contrôle des connaissances

- Modalités de contrôle des connaissances et règlement AEPa/CEPa

Mme Iglesias indique que les modalités de contrôle de connaissance et le règlement AEP/CEP ne connaissent pas de modification.

Il est convenu de voter simultanément l'ensemble des délibérations relatives aux autres modalités de contrôles des connaissances.

Les délibérations n°2021-56, 2021-57, 2021-58 et 2021-59 sont soumises au vote.

Les délibérations n°2021-56, 2021-57, 2021-58 et 2021-59 adoptées à l'unanimité des votants.

3. Mesures réglementaires et pratiques

- Convention Each One

Mme Iglesias indique que l'association Each One permet à l'IEP de Rennes d'accueillir des personnes réfugiées pour qu'ils suivent des cours de français langues étrangères, des cours d'anglais et des cours pour les aider à trouver une profession correspondant aux études qu'ils ont suivies avant d'arriver en France. Une dizaine d'étudiants de quatrième année ont choisi ce module. La convention avec Each One a été signée selon les termes de l'année précédente.

Un intervenant souhaite savoir comment sont sélectionnées les personnes réfugiées.

M. Diaz répond qu'elles adressent une demande de participation au programme et sont retenues à la suite d'un entretien oral avec les membres du module projet. La procédure est très structurée par l'association et repose sur des critères de motivation et de faisabilité du projet.

La délibération n°2021-60 est soumise au vote.

La délibération n°2021-60 est adoptée à l'unanimité des votants.

- Convention VSS entre le procureur, l'IEP et le rectorat

M. Diaz indique que cette convention s'intègre au plan d'action de lutte contre les violences sexistes et sexuelles que le conseil d'administration a voté en juin 2021. Cette convention permet d'établir un lien privilégié avec le parquet et de bénéficier de l'appui d'une magistrate référente dans la conduite des procédures.

Mme Saudrais demande des précisions sur la prévention de conduites à risque.

M. Diaz se félicite d'une telle convention, car elle permet de structurer des actions de prévention, de formation et d'accompagnement, et ainsi d'accélérer les procédures en cas d'agression. Dans la mesure où les conduites à risque ou les contextes à risque peuvent se traduire par des agressions, il semblait important que l'IEP se fasse accompagner par des professionnels du domaine juridique.

- Convention de partenariat avec l'Institut du design de Nantes

M. Diaz explique que cette convention est née du souhait de rapprocher les domaines des politiques publiques et du design. Des rencontres entre les deux établissements ont lieu en ce moment en vue de mettre en place une formation conjointe. L'idéal serait de mettre en place une formation de trois ans pour que le partage des compétences se fasse de manière sérieuse et durable. M. Diaz insiste sur le fait que l'IEP doit permettre à ses étudiants de suivre des formations transdisciplinaires.

- Convention de partenariat avec l'Institut national des langues et civilisations orientales

M. Diaz indique que le campus de Caen, qui oriente une partie de sa politique pédagogique vers les cultures nordiques, a signé une convention avec l'INALCO qui permettra à certains de ses étudiants d'approfondir leurs connaissances dans les langues scandinaves. L'ambition est d'élargir cette convention avec l'INALCO à l'échelle de l'IEP dans son ensemble.

4. Vie étudiante

- Demande de domiciliation de l'association « La bande à Coco »

M. Diaz explique que les membres de l'association Germinal ont décidé de la renommer « La bande à Coco ».

La délibération n°2021-61 est soumise au vote.

La délibération n°2021-61 est adoptée à l'unanimité des votants.

Questions diverses et informations.

M. Lejolivet rappelle que les élections pour le renouvellement des administrateurs auront lieu prochainement et que cette séance du conseil d'administration est la dernière dans sa configuration actuelle. Il remercie donc l'ensemble des administrateurs pour leur engagement et leur contribution aux travaux du conseil, et souhaite une bonne continuation à ceux qui ne renouvelleraient pas leur mandat.

M. Diaz signale que les 7 chefs d'établissement ont signé le 28 septembre la convention de coordination territoriale, qui constitue une première étape du projet UNIR. Le conseil d'administration devra se positionner avant la fin de l'année sur la trajectoire de l'IEP et du site rennais dans son ensemble dans le cadre de cette dynamique de recherche, sachant qu'un des grands atouts de ce projet UNIR réside dans la connaissance mutuelle des 7 chefs d'établissement.

M. Diaz signale également que HCERES s'est rendu sur le site de l'IEP. Les étudiants et les personnels ont été conviés à des entretiens, leur donnant l'occasion d'expliquer comment fonctionnait l'IEP et de se prononcer sur son avenir dans les prochaines années. Un premier rapport devrait être publié en décembre et le rapport définitif au mois de mars 2022. Cette démarche est précieuse, car elle permettra à l'IEP de bénéficier d'un regard extérieur sur son fonctionnement et sur sa trajectoire.

Le prochain Conseil d'administration aura lieu le 8 décembre 2021.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.